

## 10% DES SUISSES SONT ANTISEMITES



Herrmann publie ses esquisses sur notre site [www.tdg.ch](http://www.tdg.ch) et vous demande votre avis

## L'INVITÉ

## L'Europe en ordre de marche

L'Union européenne (UE) a pour moteur l'intégration. Depuis le 1er janvier 2007, deux pays de l'Europe du Sud-Est, la Bulgarie et la Roumanie, sont venus rejoindre au sein de l'Union la Grèce et la Slovénie. La promesse formulée lors du Sommet de Thessalonique en 2003 — que «l'avenir des Balkans se trouve au sein de l'Union européenne» — se voit ainsi partiellement réalisée.

Ce n'est pas seulement l'Europe qui se retrouve, mais aussi une autre Europe qui voit le jour.

Avec la présence de trois pays orthodoxes — la Grèce, la Bulgarie et la Roumanie — le schisme chrétien est dépassé. Le champ européen s'est considérablement élargi pour atteindre la Mer Noire et s'approcher encore plus de la Turquie. Tant au plan géopolitique que culturel, il s'agit d'une ouverture sans précédent qui invite à penser l'Europe autrement.

Las! Certains ont le vertige, appellent à consolider l'édifice et se posent des questions sur la capacité d'absorption de l'Union. Ces interrogations ne sont pas nouvelles: elles furent formulées précédemment lors de l'adhésion de l'Irlande (1973), de la Grèce (1981) et du Portugal (1986).

Mais c'est précisément l'intégration qui permet aux pays les moins développés, ou politiquement fragiles, de rattraper leur retard et de consolider — et non pas affaiblir — l'édifice en construction.

Celui-ci est régulé par le Traité de Nice fixant les règles de fonctionnement d'une Union à 27 membres; l'UE doit donc impérativement élaborer un nouvel accord institutionnel afin d'être en mesure de poursuivre l'élargissement. C'est dire que les négociations d'adhésion avec les républiques

ex-yougoslaves — pays candidats ou candidats potentiels — sont à ce jour sans aucune garantie sur leur issue. La même chose vaut bien évidemment pour la Suisse, candidat utopique.

D'où la nécessité de doter l'Union d'une constitution, pour autant qu'elle ne se limite pas à la seule efficacité des institutions et qu'elle réhabilite ce que le traité — rejeté en 2005 — avait par trop négligé: la redistribution des pouvoirs vers le bas (la subsidiarité) et la nécessité de rendre le

«L'Allemagne se trouve en position de force (...) Et joue placée dans deux dossiers sensibles»

projet européen compréhensible de tous.

C'est là un défi majeur qu'entend relever la Chancelière allemande Angela Merkel dont le pays assume depuis le 1er janvier 2007 la présidence du Conseil de l'UE.

L'Allemagne se trouve en position de force. Présidente simultanément de l'UE et du G8 (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, Russie, UE), elle réactive ces jours-ci «le quatuor» pour le Proche-Orient (USA, UE, ONU, Russie). Angela Merkel vient en effet d'obtenir le soutien des présidents Chirac et Bush au projet d'une conférence de paix décisive afin de régler le conflit israélo-palestinien.

L'Allemagne ne délaisse pas pour autant les Balkans occidentaux: au Kosovo, le chef de l'UNMIK est le diplomate Joachim Rücker, alors qu'en Bosnie, l'actuel Haut représentant est l'ancien ministre Christian Schwarz-Schilling.

L'Allemagne joue donc placée dans deux dossiers particulièrement sensibles: la question du statut du Kosovo et la fermeture du Bureau du Haut représentant en Bosnie doivent être confirmées début 2007. Dans les deux cas, une présence renforcée de l'UE devrait accompagner un processus de normalisation et d'intégration qui s'annonce fort long.

L'Allemagne est consciente qu'elle ne parviendra pas, à elle seule, à relever tous les défis. D'où l'élaboration d'un véritable programme commun pour les 18 mois à venir qui oblige les trois présidences qui se succèdent (l'Allemagne, le Portugal et la Slovénie). Plus qu'une Allemagne retrouvée, un outil de pilotage assurant dans la durée une coordination des politiques de l'UE peut être la clé du succès d'une Europe à nouveau en ordre de marche.